

- l'arrêt des actes de violence de la part des diverses parties.

Il semble que ces conditions aient plus de chances d'être réunies que sous le gouvernement précédent.

Pour être vraiment convaincant sur ses intentions, le nouveau gouvernement de l'Afrique du Sud devra montrer qu'il est disposé à négocier avec les dirigeants légitimes de la majorité noire.

Tant que le gouvernement n'aura pas montré sa bonne foi, les pressions devraient être exercées avec autant de vigueur. Que cela soit très clair.

Qu'il soit également bien clair que l'absence de tels progrès entraînera une intensification de l'action collective. D'autres pays joindront les rangs.

Si aucun progrès important n'est réalisé, de nouvelles pressions seront exercées sur l'administration américaine au printemps pour quelle prenne de nouvelles mesures. N'oublions pas non plus que M^{me} Thatcher est tout autant opposée à l'apartheid qu'elle ne l'est aux sanctions. Sa patience a aussi des limites.

La lutte contre l'apartheid n'est pas un exercice donquichottesque de diplomatie morale. Elle témoigne d'une analyse sensée du potentiel économique de l'Afrique australe, un potentiel dont le développement a été grandement retardé par l'apartheid. Certains observateurs parlent de l'Afrique du Sud comme d'un modèle de succès économique à l'occidentale dans un désert d'inefficacité et de sous-développement. Nul ne pourrait nier le niveau de développement dont jouit actuellement l'Afrique du Sud, mais nous ne pouvons pas non plus ignorer que les coûts économiques énormes de l'apartheid ont fait que le pays et la région sont encore bien loin d'atteindre leur plein potentiel. En plus d'être odieux, le double système social imposé par l'apartheid est extrêmement coûteux, tout comme le sont d'ailleurs les importants moyens de sécurité auxquels le régime doit avoir recours pour se maintenir en place.

Le Mozambique, le Zimbabwe et l'Angola possèdent de riches réserves de minerai et d'autres ressources naturelles. L'économie de ces pays fonctionne elle aussi bien en deçà de ses capacités. Une telle situation dépend en partie des faiblesses structurelles de l'économie sud-africaine, à laquelle ces pays sont si étroitement liés, mais elle est également attribuable à l'absence d'investissements étrangers. Les sociétés étrangères ne se précipiteront pas pour investir dans des pays qui sont instables en raison de l'intervention militaire de l'Afrique du Sud ou du soutien que cette dernière apporte aux groupes rebelles. Elles ne seront pas non plus portées à investir fortement dans des pays où le réseau de transport est sujet à des